

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LACADEE AGRO-INDUSTRIE

La Campagne
64300 Mont

Références : DREAL/2026D/2004
Code AIOT : 0005205107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement LACADEE AGRO-INDUSTRIE implanté La Campagne RN 117 64300 Mont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACADEE AGRO-INDUSTRIE
- La Campagne RN 117 64300 Mont

- Code AIOT : 0005205107
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LACADÉE AGRO INDUSTRIE (L.A.I.) a implanté, sur la commune de Mont, une maïserie en vue de transformer du maïs pour le valoriser sous forme de semoules, farines, fourragères et germes (les deux dernières catégories étant destinées à l'alimentation animale).

L'installation ne reçoit que du maïs contenant 15 % d'eau au maximum. Le procédé de fabrication est le suivant :

- le maïs est alimenté directement depuis les silos voisins de LACADÉE par un transporteur et stocké dans des boisseaux en attente du traitement,
- après nettoyage, le maïs est dégermé et passe au broyage (cylindres). Cette opération permet de différencier les granulométries et de séparer les farines des semoules,
- au terme de cette différenciation, les produits sont asséchés (ramenés à 13,5% en eau) puis calibrés (par micronisation).

Le procédé est automatisé. Le conducteur d'usine peut suivre la fabrication sur écran vidéo.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a	Sans objet
3	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 20	Sans objet
4	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les produits chimiques présents sur le site sont essentiellement des biocides pour l'élimination préventive des insectes pouvant proliférer dans les produits alimentaires, mais essentiellement. Ces biocides sont appliqués sur les surfaces recevant des produits destinés à l'alimentation animale ou humaine et pas directement sur les céréales.

Les dangers associés aux produits sont connus du responsable du site comme des agents chargés de leur application.

Les mesures de sécurité sont adaptées à la mise en œuvre des produits phytosanitaires, tout

comme le stockage des contenants vides après utilisation. L'armoire de stockage est sur rétention, les quantités liquides sont très limitées (moins de 10 l). Les produits épandus ou volatilisés ne sont pas lessivés ou rincés à l'eau et il n'est donc pas attendu de dispersion dans l'environnement après application.

Aucun écart aux préconisations des FDS ou aux prescriptions concernées dans les arrêtés préfectoraux ou ministériels portant sur les sujets contrôlés n'a été relevé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <i>Article 31.1</i> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...]. <i>Article 35</i> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont archivées dans un répertoire unique et ont été présentées lors de la visite. 4 produits phytosanitaires sont concernés : Phostoxin Tablet (Phosphine, PH ₃), Harmonix Inspyr et K Obiol (insecticides) et Aquafog (agent mouillant pour favoriser l'action de l'insecticide). Un des 2 agents en charge de l'application de ces produits a été rencontré et interrogé quant à sa connaissance des dangers liés aux produits et à sa capacité à interroger la documentation disponible, qui est satisfaisante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Le chef de site et un des agents en charge de la mise en œuvre des protocoles de désinsectisation

ont été interrogés.

Les 2 agents du site en charge de l'utilisation du Phostoxin bénéficient d'un agrément préfectoral. Ils ont également obtenu une certification de qualification technique pour l'emploi de fumigant, incluant le phosphore d'hydrogène, ainsi que le certificat professionnel pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, délivré par la DRAAF NA.

Les dangers relatifs à l'utilisation du phosphore d'hydrogène sont connus et le produit est conditionné dans des bonbonnes métalliques sous forme de pastilles, qui sont suspendues dans des cellules vides et consignées par le trou d'homme en toiture et se vaporisent par simple contact avec l'air ambiant.

Après 8 à 15 jours de mise à l'atmosphère, les filets, dans lesquels sont disposées les galets, sont récupérés et traités en déchets (entreposés dans une armoire cadenassée) et la cellule traitée est rouverte et ventilée naturellement, avant utilisation pour stockage des produits alimentaires.

Les agents en charge de ces opérations sont équipés d'EPI adaptés (combinaisons, masques à cartouche couvrant le visage et les yeux, gants...).

Pour l'utilisation du K-Obiol, le produit est dilué conformément aux préconisations et répandu sur le sol de la cellule à traiter, grâce à un atomiseur portable après dépoussiérage. Le moulin est éteint et l'usine vide est arrêtée du vendredi soir au lundi matin. Ces opérations sont réalisées le vendredi soir tous les 15 jours (de mars à octobre) sous la surveillance d'un agent observateur. Les EPI sont également adaptés à ces opérations.

Les risques associés aux produits sont connus et les protocoles opératoires adaptés à ces risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les quantités stockées sont très faibles, d'autant que les approvisionnements ont été réalisés en prévision du démarrage de la saison de traitement : 25,5 bonbonnes de Phosphoxin Tablets (1 kg par contenant), 4 l d'Aquafoam, 3 l d'Harmonix Inspyr et 6,5 l de K Obiol. Ils sont stockés dans une armoire cadenassée dédiée, dont le fond constitue une rétention de capacité supérieure à la totalité du volume des produits stockés.</p> <p>De façon identique, les déchets de contenants sont stockés dans une armoire dédiée également sur rétention.</p> <p>Aucune incompatibilité entre produits n'a été constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure d'indiquer les quantités approximatives de matières stockées et mentionnées ci-avant. Dans l'armoire de stockage, chaque produit dispose d'une fiche dédiée sur laquelle est consignée l'évolution du stock à chaque modification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>